

Recherches sociographiques



Esdras MINVILLE, *Le nationalisme canadien-français. La vie sociale 1*

Jean-Jacques Simard

Volume 36, numéro 1, 1995

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/056921ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/056921ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Département de sociologie, Faculté des sciences sociales, Université Laval

ISSN

0034-1282 (imprimé)

1705-6225 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Simard, J.-J. (1995). Compte rendu de [Esdras MINVILLE, *Le nationalisme canadien-français. La vie sociale 1*]. *Recherches sociographiques*, 36(1), 131–135.
<https://doi.org/10.7202/056921ar>

mais le passage *au sein même de la modernité* d'une forme de régulation sociale (libérale) à une autre (providentialiste).

Cela dit, il faut insister sur la très grande valeur d'un ouvrage qui nous restitue le portrait d'une époque au fil d'une réflexion très étoffée. Si l'on peut exprimer un désaccord sur l'interprétation sociologique globale de la période, on tirera profit de la lecture d'un ouvrage lucide quant aux incidences du rôle des intellectuels dans cette société en transformation rapide qu'a été le Québec des années cinquante. Ultimement, le travail de Léon Dion constitue une réflexion sur les intellectuels et leur rôle dans la cité. On appréciera à juste titre les perspectives ouvertes ici. Après s'être interrogé sur l'importance d'une tradition intellectuelle, l'auteur déplore l'absence de continuité historique en vertu de laquelle, par exemple, les animateurs de la revue *Cité libre* ont rompu avec les intellectuels traditionalistes et transitionalistes en même temps qu'ils furent incapables, lorsque le temps fut venu de le faire, de tendre la main à la jeune génération. De même, parlant des universitaires modernistes des années cinquante, il montre leur propension à faire table rase du passé et à oublier les courageuses et parfois visionnaires réflexions des vieux maîtres qui les avaient précédés. Voilà qui donne à réfléchir en ces temps où la fragmentation des disciplines des sciences sociales et des objets qu'elles se donnent invite à de perpétuels recommencements et à la liquidation des héritages intellectuels. En cela, et pour ce qu'il représente du point de vue de la mémoire du Québec duplessiste, ce livre devrait inspirer ceux qui, à la suite de son auteur, voudront se pencher sur la sociologie du Québec de l'après-guerre.

Jacques BEAUCHEMIN

*Département de sociologie,
Université du Québec à Montréal.*

Esdras MINVILLE, *Le nationalisme canadien-français. La vie sociale I*, Montréal, Presses des HEC / Fides, 1992, 569 p.

Voici que le cinéaste Denis Arcand fait dans les évidences: «le Québec, rappelle-t-il, n'a de réelle envergure dans aucun domaine»¹. Du coup et sans même y penser, il embrasse plusieurs fois plutôt qu'une Esdras Minville (1896-1975), directeur-tronc de l'École des Hautes Études commerciales (1938-1962), indéfectible compagnon de route de Lionel Groulx, socio-économiste et principal parrain historique, s'il fallait en trouver un, de cette «nouvelle garde» d'affaires canado-franco-québécoise qui s'en va tirant le cou depuis un lustre².

Car ce Québec arcando-archaïque qui ne comprend manifestement pas les Penfield, Richler, et autres Bronfman, tous des gens d'enviable stature, c'est le même que celui qui

1. *Le Devoir* du 12 septembre 1993, p. D-17.

2. Fils d'humbles pêcheurs de Gaspésie, Minville n'avait pas «son classique». Diplômé des HEC, il y reviendra par la petite porte: les cours du soir en «français des affaires» pour tous ces pauvres diables qui faisaient du commerce sans vraiment brasser des «affaires».

donnait sens aux engagements d'Esdras. De plus, Arcand et Minville illustrent, chacun dans son domaine et pour son époque, ce que le Canada-français-catholique (abusivement rebaptisé Québec depuis une imaginaire séparation de lit avec ces trois termes) a pu engendrer de mieux dans l'échelle du « pas pire pantoute ». Enfin, ils s'accrochent et participent avec une aussi belle sérénité l'un que l'autre de la médiocrité environnante. Minville, pour sa part, ne s'en faisait pas trop parce que « il y a un mûrissement intellectuel des peuples qui vient à son heure, comme il y a un mûrissement intellectuel des individus qui vient à la sienne » (p. 172).

En tout cas, François-Albert Angers, lui, n'a jamais eu honte de cuisiner du petit pain quand c'était le seul à manger. Aussi ne doute-t-il pas de « l'envergure » de Minville: il se consacre, comme d'aucuns savent, à l'édition des œuvres complètes de son maître, collègue et complice, en collaboration avec les Presses des HEC et la catholique maison Fides, la Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal apportant son écot financier — affaire d'une famille que n'eut point renié le principal intéressé. Les quelque 500 pages ici rassemblées sous le thème du « nationalisme canadien-français » comprennent aussi bien des articles publiés ou des extraits de documents gouvernementaux que des textes de conférences, de discours, d'entrevues. Il s'agit du douzième volume d'une collection lancée en 1979, et du premier volet d'un triptyque consacré à « La vie sociale ».

L'éditeur ne suit pas l'ordre chronologique des interventions de l'auteur. Les plus anciennes remontent à la fin des années vingt, et les plus récentes, aux premiers temps de la Révolution tranquille (après quoi, la cruelle maladie de Parkinson l'a emmuré dans un silence de dix ans avant de l'abattre). Mais il faut passer d'abord par deux écrits datant des années cinquante avant de revenir à un premier titre de 1926, auquel les ans ont donné on ne sait quel aspect verveux: « Le réservoir de la [arrhumph! gloup!]... race ».

Sans démenti d'humilité, Angers signe l'œuvre de sa propre vie publique en redonnant cours à la grande voix qui l'a, entre autres, inspiré. Cette fidélité nous vaut quelques avertissements infrapaginaux bien sentis contre la détestable tentation de porter des jugements anachroniques sur nos ancêtres. Mais aussi quelque chose de plus irritant: trop d'éclipses pratiquées dans les textes originaux sous prétexte de ménager les redites. On se demande bien pourquoi celles-là plutôt que d'autres puisque Minville, qui avait beaucoup de suite dans les idées et avait été vacciné tout jeune contre le doute, se répétait constamment; il « composait » si bien, toutefois, dans un style poli, patiné et en prenant soin de varier le ton selon l'audience, que la redondance s'endure et passe pour de la constance. « Affable, simple », le regard « vif et pénétrant », le professeur des HEC parlait d'une voix « lente et sourde », selon l'observation d'un jeune journaliste ébahi du nom de Jean-Marc Léger, en 1948. Ma foi, tout cela décrit aussi bien l'écrivain; même la « surdité », car il entend mal les arguments contraires aux siens, et ménage l'érudition au point de ne citer — rarement — que des hommes de « doctrine », comme lui, plutôt que les grands noms des sciences sociales (à moins de compter le père Delos parmi ceux-ci).

Conservateur comme cela ne se fait plus (dans le genre d'Edmund BURKE), Minville voit de la démesure dans l'idée même que les humains s'autorisent à déranger l'ordre du monde pour le plier à leurs intentions: on ne maîtrise pas son destin, on l'assume tel qu'il nous est donné, un œil vers le ciel et l'autre tourné vers une communauté de naissance (sens strict du mot *nation*) qui doit elle-même rester fidèle à son « génie » authentique. Aussi, ses meilleurs efforts théoriques resteront-ils assujettis à la défense et à l'illustration

de la nationalité canadienne-française-catholique, son propre giron «naturel», mais en même temps convocation originale à la transcendance. Cette libération de l'homme [...], écrira-t-il, «cette prise de conscience de l'universelle solidarité, de l'universelle fraternité des hommes est le fruit de la culture» (p. 4-9), «[...] l'homme en soi, c'est-à-dire dépouillé de toute individualité culturelle ou nationale, ne se rencontre nulle part» (p. 55).

On aura reconnu la thèse que, dès le tournant du XVIII^e siècle, les romantiques allemands, J.G. HERDER en tête, opposaient à l'humanisme abstrait, rationaliste et «colonialiste» de la France des Lumières. Digérée au travers de la doctrine sociale des Papes, elle prend plutôt pour repoussoir, chez Minville, la vague de matérialisme qui déferle sur le XX^e siècle, dans son incarnation «pragmatique» (le libéralisme «anglo-saxon», équivalent à la licence des mœurs, des idées et des puissances d'argent) ou pire encore, «doctrinaire» (le communisme sans feu ni lieu, aussi internationaliste que l'autre en proposant par-dessus le marché —c'est le cas de le dire— d'arracher les humains à leurs fidélités premières pour les broyer en masse serville sous l'État Léviathan). D'ailleurs, tout en se félicitant du regain nationaliste inspirant la Révolution tranquille, l'ancêtre n'y souscrivait pas sans réserve. Il se méfiait de ses teintes à la fois étatistes, laïcistes, et par trop terre-à-terre : que sert à une nation de gagner l'univers si elle perd son âme³? Et puis, il s'inquiétait de cette détestable façon de convier les Québécois de souche néo-française à la modernité au prix d'un reniement de ce qu'ils étaient la veille encore, dans la lignée directe de ces quelques milliers de colons illettrés ayant apporté avec eux en terre américaine, entre 1630 et 1750, sinon la gloire, du moins «la substance sociologique de la France» (version ultramontaine, Fille aînée de l'Église). Petit pain, grande farine.

Deux erreurs sociologiques fondamentales traversent, à mon sens du moins, la pensée de Minville sur la nation. D'abord, il assimile la collectivité ethnique à une personne intégrale, dotée en propre de tous les attributs du sujet individuel, dont la faculté d'agir, de penser et de s'exprimer «comme un seul homme», sans égard aux clivages, tiraillements, et formes concurrentes d'appartenance auxquels sont soumis ses membres. Les marxistes faisaient la même erreur à propos des classes-en-lutte. Du même fait —qui coule de source chez un bon catholique— il fonde la Personne-nation sur une essence spirituelle arrêtée à jamais, depuis l'origine, dans un ensemble congruent et indélébile de particularismes définis dont elle ne saurait déroger qu'au risque de se dissoudre. Le terme d'âme collective est ici pris au sens strict du croyant, plutôt qu'au figuré. Cette seconde erreur-là aussi reste commune : voyez comme on parle des ethnies autochtones, par exemple, encore aujourd'hui. Au lieu de partir en guerre contre cette conception immanente de l'identité (en lui opposant l'idée de rapports dialectiques, donc historiquement contingents, aux *autrui*s privilégiés, au monde et au soi, etc.), observons simplement ce qu'elle donne.

Moins bête que d'autres, quand même, Minville ne va pas jusqu'à enfermer les communautés durables de culture dans une «vocation» matérielle (rurale, chez celle-ci, cyné-

3. Outre sa barbarie (qu'il définissait comme le défi d'humanité aux autres que les siens), c'est son absence totale de transcendance, sa transformation de la nation en fin suffisante, qui amènera Minville à considérer le nazisme comme une véritable abomination de la « doctrine » nationaliste, une fois qu'Hitler aura mis bas les masques — après 1935, disons. Les jeunes de son école, Laurendeau, Dansereau, etc., comme le maître lui-même, Lionel Groulx, évolueront dans le même sens. Les aînés resteront toutefois attachés au « projet de société » corporatiste que prêchaient Mussolini, Franco et Salazar — même si aucune de ces références ne sont évoquées nommément dans le titre en rubrique.

gétique, là, «usurière» ou industrielle pour d'autres...). N'empêche que les pages les plus jaunies de ce livre restent celles où, pour bien marquer l'écart à ses *Significant Others*, l'auteur se mêle de distiller les huiles essentielles de la souche canadienne-française-québécoise. Livide et limpide au milieu des tempêtes —en tout cas, Minville n'en doute pas un instant jusqu'au milieu des années cinquante— la nation persiste et signe : *qualitative*⁴ (contre toute réduction de l'humaine valeur à des nombres, démographiques ou économiques); *chrétienne* (synonyme d'antimatérialiste) et, dans le genre, *catholique* (portée sur la communauté plutôt que sur l'individu, c'est-à-dire concrètement : sur la famille, le travail et la patrie, à la manière d'un certain Maréchal de France); imbibée par un sens singulier de l'*ordre* (hiérarchie des valeurs et des statuts sociaux) et de la *liberté* (non pas vivre ou penser à sa guise, mais volontaire parti pris pour la défense des vérités éternelles)⁵; un certain sens du *progrès*, enfin : «perfectionnement de la personne humaine selon l'ordre hiérarchique des valeurs» (p. 70), retour à la case départ. Essayez donc, pour voir, d'aller vous faire applaudir avec des choses pareilles, de nos jours !

Bien. Mais il y a le terrain des vaches. Là, le mystique se fait calculateur et stratège : pour se conserver, la race des CFC doit s'approprier les techniques, les instruments institutionnels, les savoir-faire modernes. Et en *realpolitik*, oublier toutes les niaiseries «bon-ententistes» sur le pacte de 1867; c'est toujours une stricte affaire d'intérêts, de rapports de forces entre deux nations compromises par l'histoire dans l'espace d'un fatal bien commun⁶. Minville prend prétexte d'une analyse des suites de la Première Guerre mondiale pour souscrire au principe Wilsonien «des nationalités», conférant à chacune un droit inhérent à l'autodétermination. Sous ce rapport, bienheureux, les États dont les frontières recouvrent celles d'une communauté homogène; hélas, dans la plupart des pays contemporains, l'histoire a brassé des ethnies différentes et on ne peut plus refaire les cartes. Il faut donc séparer la nationalité *culturelle* de la citoyenneté *étatique* (comme on avait pu le faire précédemment avec la religion, n'ose-t-il ajouter). Argument de circonstance? On le soupçonne à moitié. Car, lorsque cela le sert, les scrupules de cohérence doctrinaire n'empêchent pas

4. N'importe quelle culture humaine digne de ce nom, précisera-t-il, est naturellement «qualitative». À ce titre, elle peut et doit à sa manière effleurer les idéaux les plus élevés, donc éternels, que l'humanité puisse concevoir (quitte à ce que la Révélation lui serve de souffleur). Sauf que, comme les individus, les entités culturelles se situent à divers degrés de maturité et elles conservent le «libre-arbitre» de s'égarer du droit chemin, même une fois grandes. Ainsi, les Asiatiques et les Africains —cela commence à faire beaucoup de monde, mais enfin...— n'auraient guère, pour l'heure (donné par le Québec des années cinquante, présumément), apporté une contribution significative à la civilisation universelle (les Juifs et les «Mahométans», si). Et les Anglo-Saxons, dont on s'attendrait pourtant qu'ils se conduisent comme des *meussieurs*, font à leurs risques et périls des fous d'eux-mêmes devant tout le monde : «rien ne résume mieux leurs aspirations les plus hautes qu'un signe de piastre» (p. 173). Chez les Jaunes et les Noirs, le temps finira bien par produire ses fruits; entre Blancs, le mal se soigne, pourvu que le malade se ressaisisse. Somme toute, Minville est plutôt chauvin que xénophobe, davantage provincial qu'intolérant, plus inquiet qu'orgueilleux. Ces états d'âme-là ne sont pas tout à fait disparus de «l'âme» canadienne-française-québécoise contemporaine, quoi qu'elle devienne.

5. Soulignant que c'est sur cette question du bon usage de la liberté que «Canadiens-français et Anglo-canadiens se différencient le plus profondément» (p. 161), Minville donne la loi duplessiste (1949) dite «du cadenas», autorisant la police à poser des scellés sur les locaux soupçonnés de servir à la diffusion de la propagande communiste, en exemple de la conception authentiquement canadienne-française de la lutte pour la liberté.

6. En 550 pages, l'auteur ne trouve pas moyen de parler des groupes ethniques autres que «Nous» et les «Anglo-saxons», comme composantes de la société canadienne. Et chez des derniers, pas question de distinguer les Anglo-Québécois. Ces acteurs n'étaient pas encore constitués en «minorités» audibles et visibles. Seule exception : les Juifs; mais ils ne peuvent pas ne pas exister dans l'esprit des chrétiens. Minville les admire autant qu'ils les craint, comme les autorités de McGill ou du Protestant School Board, au même moment.

notre penseur de justifier la loi «du cadenas» par la culture, on l'a vu, et plus tard, en réplique aux jeunes baveux de la Révolution tranquille accusant son école-pépère d'avoir négligé l'État comme instrument d'émancipation «nationale», il leur reprochera d'oublier «que l'État n'a pas toujours été l'un des nôtres!» (p. 549). En attendant, n'est-ce pas, il fallait bien rebâtir par la base, moderniser l'agriculture, lancer des PME et des coopératives, «acheter chez nous», associer les forces vives, enquêter scientifiquement sur «notre milieu», former des «hommes», et leur donner une «doctrine» de salut national jusqu'au jour où on soit en mesure de mettre l'État de son bord —oui, «jusque, s'il le faut, la sécession (p. 551).

Bref, s'il n'est pas certain que la pensée nationaliste d'Esdras Minville conserve toute sa pertinence dans les temps présents, cela ne veut pas dire qu'elle y soit sans échos. Voilà pourquoi les règles de la bienséance — et de l'historiographie — déconseillent d'aller cracher sur les tombes. On y dépose quelques fleurs à l'heure du souvenir, puis, à pas médités, on s'en retourne plonger dans l'écume des jours.

Jean-Jacques SIMARD

*Département de sociologie,
Université Laval.*

Esdras MINVILLE, *Pages d'histoire 3. Visions d'histoire du Canada et du Canada français*, Montréal, Les Presses des HEC / Fides, 1992, 546 p. (Œuvres complètes, tome 10.)

Édité par François-Albert Angers et publié avec le concours de l'École des Hautes Études commerciales et de la Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal, ce dixième volume des œuvres complètes d'Esdras Minville clôt la série «Pages d'histoire», avec, notamment, les travaux proprement historiques de l'économiste montréalais. Le livre se divise en trois parties. Dans la première on trouve d'abord l'*Histoire économique du Canada*, dont l'édition d'origine remonte à 1934, et à laquelle l'éditeur a annexé deux courts essais de politique économique datant de 1945 et 1947; sont ensuite rassemblés, sous le titre «Le Canada français, quelques aspects du problème social», divers écrits datant pour la plupart des années cinquante. Y figure entre autres le célèbre «Essai de définition sociologique». Dans la deuxième partie, intitulée «Chronique d'événements significatifs de la période 1927-1957», se succèdent une dizaine d'articles parus le plus souvent dans des revues comme l'*Actualité économique* et l'*Action nationale*, et abordant des sujets tels que la question du Labrador, les allocations familiales et l'Exposition universelle de Paris en 1937; on y trouve également un échange de lettres entre Minville et Duplessis au sujet des relations Ottawa-Québec au lendemain de la guerre. Enfin, la troisième partie est composée d'un manuscrit de 1957 sur le Canada, d'impressions de voyages et de commentaires parus dans l'*Action nationale* en 1950 sur un manuel d'histoire du Canada et sur l'œuvre de Lionel GROULX.

En éditant depuis la fin des années soixante-dix les travaux de son maître, François-Albert Angers poursuit inlassablement deux objectifs. Le premier, comme conséquence à l'accession de l'œuvre de Minville au titre de patrimoine national, consiste en sa publication